



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion durant la crise actuelle de la Covid-19, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer au GIP Cafés Cultures afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique dès que la situation sanitaire le permettra.

Le principe du GIP Cafés Cultures

Créé en 2015 à la suite d'une expérimentation réussie au sein de la région Pays de la Loire en 2012 et 2013, le GIP Cafés Cultures regroupe le ministère de la Culture, des collectivités locales adhérentes, les organisations professionnelles représentatives des cafés, hôtels et restaurants (CHR) et les syndicats d'artistes.

Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. Cette activité d'intérêt général contribue à maintenir et à développer la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif vise également à accroître l'accès d'un large public à la culture et au spectacle vivant.

Cette structure a ainsi pour principale mission de gérer un fonds de soutien de l'emploi artistique et technique du spectacle vivant, quelle que soit la discipline, afin de favoriser l'offre artistique dans des lieux de proximité, tels que les cafés, bars et restaurants, des établissements recevant du public de type N catégorie 5. Est donc concerné tout spectacle vivant du régime spécifique de l'intermittence présenté au sein d'un café, hôtel ou restaurant.

Le GIP Cafés Cultures met également en place des actions de formation et d'information en rapport avec ses activités auprès du public, des artistes et des exploitants de lieux de diffusion culturelle de proximité.

Le fonctionnement du fonds

Le fonds d'aide est abondé par des personnes morales de droit public (Ministère de la Culture et de la Communication, collectivités territoriales) et des personnes morales de droit privé (syndicat professionnels d'artistes et de l'hôtellerie-restauration) qui doivent adhérer au GIP Cafés Cultures.

Il n'y a pas de montant défini pour l'adhésion, chaque adhérent étant libre de contribuer à hauteur de ce qu'il souhaite. 90% des contributions financent le fonds d'aide à l'emploi artistique et 10% sont consacrés au fonctionnement du groupement. La contribution de chaque collectivité territoriale adhérente finance directement son propre territoire.

A l'année N+1, 10% de l'adhésion seront prélevés sur les crédits non consommés consacrés aux aides. Si les crédits sont totalement épuisés ou fortement consommés, il faudra alors engager à nouveau une adhésion.

L'aide accordée aux établissements correspond à la prise en charge d'une part de la masse salariale calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. Le GIP Cafés Cultures prend donc en charge une part de la masse salariale, calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. La part de la prise en charge dépend du nombre de salariés : de 26% pour un salarié à 65% à partir de 7 salariés.

Pour bénéficier de l'aide à l'emploi, l'établissement demandeur doit :

- être détenteur d'une licence de débit de boisson ou de restauration ;
- être employeur des artistes et techniciens ;
- relever de la convention collective des CHR ;
- disposer d'une jauge inférieure à 200 places ;
- déclarer les artistes et techniciens par le biais du Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO) ;
- rémunérer les salariés au moins au montant minimum en vigueur (convention collective nationale du spectacle vivant privé) ;
- à partir de 7 spectacles par an, être détenteur de la licence d'entrepreneurs de spectacles.

Bien entendu, le demandeur doit être localisé sur le territoire d'une collectivité membre du GIP. Les enveloppes se cumulent avec les financements de l'Etat et d'autres membres du GIP Cafés Cultures.

Au niveau local

Sur le territoire de la Métropole, entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2020, 28 194 € ont été versés à douze établissements (sur vingt-cinq inscrits). Il y a eu 190 demandes d'aides pour 434 salaires impactés. Ce sont ainsi 212 salariés qui ont été concernés.

La Région Occitanie est adhérente depuis 2018 et a fait le choix de prioriser les grandes agglomérations de son territoire. Ainsi, des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ont pu bénéficier de ce fonds.

Au total, depuis 2018, les crédits aux aides de la région Occitanie consommés par les établissements sur le territoire métropolitain s'élèvent à 12 099 €.

Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion à l'occasion de la crise sanitaire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à hauteur de 5 000 € à ce fonds, ce qui permettrait à un établissement situé sur le territoire métropolitain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire.

Ainsi, un établissement situé sur le territoire métropolitain hors Montpellier pourra, s'il répond aux critères susmentionnés, bénéficier de trois financeurs : Fonds National Pour l'Emploi Pérenne dans le Spectacle (FONPEPS), Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Un établissement montpelliérain pourra, s'il répond aux critères susmentionnés, bénéficier de quatre financeurs : FONPEPS, Région Occitanie, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il est nécessaire de désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant) de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Éric PENSO en tant que titulaire et de Madame Clara GIMENEZ en tant que suppléante.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, et ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GIP Cafés Cultures ainsi que le montant de la contribution proposé (5 000 €) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive afférente ;
- D'approuver les désignations de Monsieur Éric PENSO (titulaire) et de Madame Clara GIMENEZ (suppléante) en qualité de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157055-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention constitutive GIP Cafes cultures_ok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.